

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 13 SEPTEMBRE 2007  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
(CENTRE)

NOR : *ASET0751094M*  
IDCC : 1597

Entre :

La FFB région Centre ;

La DRC FFIE ;

La CAPEB Centre,

D'une part, et

La section fédérale bâtiment région Centre FO ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles XII.8 et XII.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés),

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les valeurs relatives aux petits déplacements des ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Centre comme suit à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007.

## Article 2

*L'indemnité de repas est fixée à 8,00 €*

L'indemnité de repas due dans les conditions d'application de l'accord national du 14 avril 1976 sera versée à tout salarié ne rentrant pas prendre son déjeuner à sa résidence habituelle.

Cette indemnité est applicable en zone 1a, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1993.

## Article 3

Les indemnités de transport sont les suivantes :

*(En euros.)*

ZONE 1a 0 à 3 km	ZONE 1b 3 à 10 km	ZONE 2 10 à 20 km	ZONE 3 20 à 30 km	ZONE 4 30 à 40 km	ZONE 5 40 à 50 km
0	3,00	6,29	9,30	12,87	16,49

## Article 4

Les indemnités de trajet sont les suivantes :

*(En euros.)*

ZONE 1a 0 à 3 km	ZONE 1b 3 à 10 km	ZONE 2 10 à 20 km	ZONE 3 20 à 30 km	ZONE 4 30 à 40 km	ZONE 5 40 à 50 km
0	2,11	3,44	4,24	5,30	6,63

## Article 5

Le texte du présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Bourges, Chartres, Châteauroux, Tours, Blois et Orléans, conformément au code du travail.

Fait à Orléans, le 13 septembre 2007.

*(Suivent les signatures.)*